



écophyto

Réduire et améliorer l'utilisation des phytos

Recherche Innovation Formation



Livret

Partage du risque sur la chaîne de valeur : l'engagement des parties prenantes dans les filières et territoires pour la réduction des usages et impacts des produits phytopharmaceutiques.

Résultats de recherche & perspectives

Jeudi 23 octobre 2025

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire — PARIS

Financé dans le cadre
de la stratégie **écophyto**



Livret réalisé dans le cadre du Colloque Ecophyto Recherche Innovation Formation «Partage du risque sur la chaîne de valeur : l'engagement des parties prenantes dans les filières et territoires pour la réduction des usages et impacts des produits phytopharmaceutiques. Résultats de recherche & perspectives» du jeudi 23 octobre 2025 au Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Production :

Équipe d'animation Ecophyto Recherche Innovation Formation
INRAE BFC - UMR Agroécologie -
17 rue Sully
21000 DIJON

Réalisation et coordination :

Sonia LEQUIN, responsable de l'équipe d'animation de l'axe Recherche et Innovation d'Ecophyto.
Caroline BOTTOU, chargée du pilotage opérationnel, de l'animation et de la valorisation axe Recherche et Innovation d'Ecophyto.
Les fiches des projets ont été réalisées par leurs responsables scientifiques et leurs équipes.

Comité d'organisation des événements :

Xavier REBOUD, Sonia LEQUIN, Caroline BOTTOU, de l'équipe d'animation Ecophyto R&I (INRAE),
Manon MICHAUT & Antoine LE GAL (DGER/MASA), Robin ROCHE (DGS/MTSSF) et Marie-Camille SOULARD (CGDD/MTE), copilotes ministériels de l'axe Recherche et Innovation d'Ecophyto,
Gérard BERNADAC (MSA), Aurélie BRAVIN (DDTM34), Caroline Gibert (SOLAGRO) Laurent PARROT (CIRAD), pour le CSO R&I.

Mise en page :

Caroline BOTTOU (INRAE)
Crédits Photos : Pixabay, Freepik Pexel, Flat Icon, Adobe Stock (Sauf mention contraire dans le document)

Plus d'infos et contact :

animation-ecophyto@inrae.fr

Le projet d'animation Ecophyto R&I, porté par l'UMR Agroécologie d'INRAE, est piloté par les Ministères de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA), Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche (MTE), Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles (MTSSF), Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MESR), avec l'appui financier de l'Office Français de la Biodiversité (OFB), sur l'enveloppe de redevance pour pollutions diffuses d'Ecophyto.



Pour citer ce document :

Lequin S., Bottou C. (coord) 2025, «Partage du risque sur la chaîne de valeur : l'engagement des parties prenantes dans les filières et territoires pour la réduction des usages et impacts des produits phytopharmaceutiques. Résultats de recherche & perspectives» Colloque, Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, Paris.

Merci aux responsables de projets et leurs équipes pour leur mobilisation !
Et merci aux expert(e)s extérieur(e)s qui ont accepté notre invitation.

L'axe Recherche et Innovation d'Ecophyto

Les projets présentés ont été financés dans le cadre de l'axe 2 d'Ecophyto II+ intitulé « Améliorer les connaissances et les outils pour demain et encourager la recherche et l'innovation ». Cet axe vise à mobiliser et structurer les différentes communautés de recherche et plus largement, à orienter l'ensemble du système de recherche-innovation, avec de fortes incitations pour la formation et la vulgarisation scientifique, afin de produire et d'améliorer les connaissances et les outils nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et des risques associés. Il est copiloté par le CGDD/MTE¹, la DGER/MASA², la DGS/MTSSF³ et la DGRI/MESR⁴.

Ecophyto 2030

Dans ses versions successives, Ecophyto a matérialisé les engagements pris par le gouvernement français depuis 2008 pour atteindre les objectifs de réduction des usages et des impacts des produits phytopharmaceutiques.



Pour définir, piloter et mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, il s'appuie sur le Comité Scientifique d'Orientation Recherche et Innovation (CSO R&I), composé d'une trentaine d'experts de différentes disciplines, nommés *intuitu personae* et reconnus pour leurs travaux ou leurs engagements sur tous les aspects relatifs à la protection des cultures et à la réduction des risques et impacts des produits phytopharmaceutiques sur la santé et l'environnement. Son ambition est de poursuivre le décroisement disciplinaire afin de porter une vision globale des enjeux et des solutions pour atteindre les objectifs d'Ecophyto.

Dans la stratégie Ecophyto 2030, il devient l'axe 4, Recherche, Innovation et Formation.

1 CGDD/MTE : Commissariat général au développement durable / Ministère de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

2 DGER/MASA : Direction générale de l'enseignement et de la recherche / Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

3 DGS/MTSSF : Direction générale de la Santé / Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

4 DGRI /MESR : Direction générale de la recherche et de l'innovation / Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Sommaire

À PROPOS P.4

Présentation de l'axe
Recherche et innovation
Ecophyto P.4

Quelques chiffres sur les
projets présentés P.6



PRESENTATIONS DES PROJETS P.9

Projet 2IDCUMA P.10
Projet FILTER P.11
Projet PHYTINFO P.12
Projet REDACSOL P.13
Projet ARRUPVICO P.15



INTERVENANT·E·S & CONTACTS P.16

Notes P.16

Présentations des
intervenant·e·s P.17

Contacts P.21



Présente tous au long du document,
cette icône vous permet de revenir au sommaire.

À PROPOS P.4

Présentation de l'axe Recherche et Innovation Ecophyto [p.4](#)

[INFOGRAPHIE] Quelques chiffres sur les projets présentés [p.6](#)

Présentations des intervenantes et intervenants [p.17](#)



Cliquez pour accéder au contenu.

PRESENTATIONS DES PROJETS P.9

Projet 2IDCUMA [P.10](#)

Projet FILTER [P.11](#)

Projet PHYTINFO [P.12](#)

Projet REDACSOL [P.13](#)

Projet ARRUPVICO [P.15](#)



INTERVENANT·E·S & CONTACTS P.16

Notes [P.16](#)

Présentations des
intervenant·e·s [P.17](#)

Contacts [P.21](#)

Quelques chiffres sur les projets présentés

Appel à projets

"Pour et sur l'engagement des parties prenantes dans les filières et les territoires pour appuyer et valoriser la réduction de l'usage et des impacts des produits phytosanitaires" (2020)

13 lettres d'intention
6 dossiers complets déposés



4 projets sélectionnés
≈1.7M€ Coût total des projets
2022 Début des projets



Etude risques et assurances « Objectivisation des risques et mobilisation de l'assurance comme vecteur de la transition vers des pratiques économes en produits phytosanitaires » (2023)

1 projet



≈1.1M€
Coût total du projet



2023
Début du projet

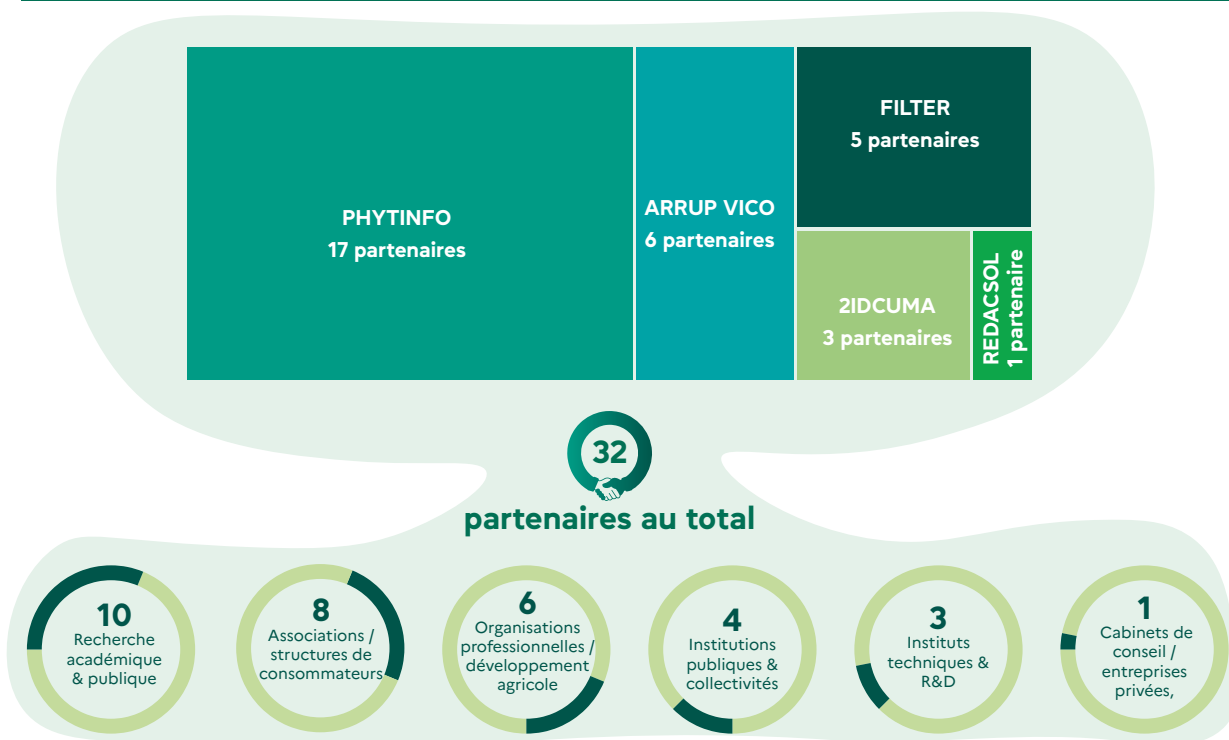
ARRUPVICO

≈634K€ Subvention OFB

Montants total des subventions versées par l'OFB

≈1,4M€

Composition des consortiums



Enjeux majeurs traités dans les projets



Les transformations nécessaires à l'émergence et au renouvellement des chaînes de valeur viables dans le temps et/ou à de nouveaux modes de coordinations à l'échelle des territoires



L'analyse de l'efficacité (coûts et bénéfices, coûts et risques, choix organisationnels) de ces nouvelles chaînes de valeur ou de ces nouvelles organisations territoriales et de leur partage entre les différentes parties prenantes



Le rôle de l'accompagnement des filières pour favoriser ces nouvelles chaînes de valeur et/ou la meilleure coordination des parties prenantes à l'échelle du territoire.



Le rôle des outils numériques dans la diffusion des informations relatives aux produits phytopharmaceutiques, leur crédibilité et la perception des labels pour valoriser des pratiques plus écologiques.
L'impact du message véhiculé aux consommateurs sur leur choix de consommation.

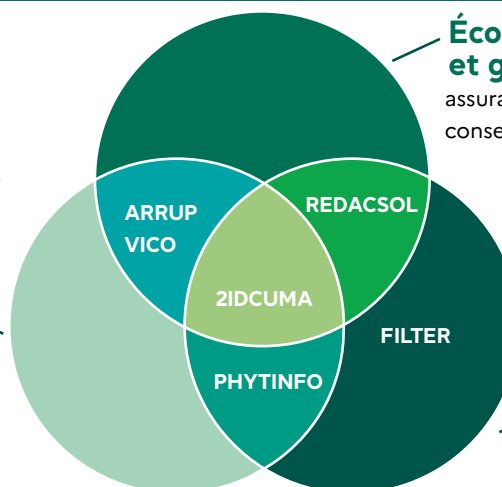


Identifier et développer des dispositifs d'assurance susceptibles de compenser la fonction de protection des rendements actuellement remplie, en partie, par l'usage de produits phytopharmaceutiques.

Domaines de connaissances mobilisés

Sciences agronomiques et environnementales

Ecologie, pratiques culturales, Modélisation épidémique etc...



Économie, finance et gestion

assurance, marketing
consentement à payer...

Sciences humaines et sociales

Sociologie, gouvernances, droit, politique, géographie sociale...

Quelques sorties issues des projets

(Hors article académique)

PHYTINFO

3 rapports d'expertise pour éclairer les dessous des algorithmes de scoring environnemental

5 articles à destination du grand public

ARRUP VICO

Création d'un Réseau Mixte Technologique

FILTER

Guide «Des filières territoriales créatrices de valeur et vectrices de pratiques agroécologiques -quelles conditions de réussite?»

Centre de ressources sur les filières territoriales

2IDCUMA

Outil d'évaluation économétrique multiniveaux



Tous les projets mettent en avant des actions de transfert au terrain

31

contributions académiques déjà parues et à paraître



Tous les résultats et sorties à retrouver dans les présentations des projets !

Poursuite des projets

PHYTINFO → projet ASCOBRIC (ANR)

2IDCUMA → Programme FAST

ARRUP VICO → projet PACTAE (PRAAM)



Fiches de présentation des projets

Appel à projets de recherche innovation "Pour et sur l'engagement des **parties prenantes** dans les filières et les territoires pour appuyer et valoriser la réduction de l'usage et des impacts des produits phytosanitaires". (2020)

- **Projet 2IDCUMA** : Identifier l'Impact Différencié des CUMA dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : Efficience, aspects organisationnels & changement des pratiques
- **Projet PHYTINFO** : Les outils numériques au service de la réduction des pesticides
- **Projet FILTER** : Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques
- **Projet REDACSOL** : Réduction des produits phytosanitaires : le rôle de la consommation en tant qu'acte social

Étude « Objectivation des risques et mobilisation de l'assurance comme vecteur de la transition vers des pratiques économes en produits-phytopharmaceutiques ». (2022)

- **Projet ARRUP-VICO** : Assurabilité des Risques liés à la Réduction des Usages Phytosanitaires sur Vigne et Colza.

Consultez les pages Ecophytopic des projets

Présentation des résultats intermédiaires, rapports finaux et autres ressources complémentaires

2IDCUMA



FILTER



ARRUP VICO



PHYTINFO



REDACSOL



2IDCUMA

Identifier l'Impact Différencié des CUMA dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires : Efficience, aspects organisationnels & changement des pratiques

Durée : 48 mois Coût total du projet: ~469 264 € dont subvention OFB : ~216 800 €

Consortium

Responsable scientifique :

Damien Rousselière (Institut Agro Rennes-Angers) damien.rousseliere@institut-agro.fr

Partenaires : Université de Rennes ; Fédération nationale des CUMA

S'il n'y avait qu'une idée à retenir

Le projet 2IDCUMA démontre que les dynamiques collectives portées par les CUMA sont un levier original et efficace pour accompagner la transition agroécologique.

CUMA

Transition agroécologique

Efficience

Changements de pratiques

Aspects organisationnels

Contexte & objectifs en lien avec Ecophyto

Le projet 2IDCUMA analyse comment les CUMA contribuent à la **réduction des pesticides**. Il vise à distinguer les effets propres du partage de matériel et des échanges entre agriculteurs, à identifier les retombées organisationnelles et territoriales, et à comprendre l'influence des fédérations dans la transition agroécologique.

Méthodologies

Une approche pluridisciplinaire (économie, gestion, géographie sociale, écologie) et mixte (quantitative & qualitative) a été déployée. Le projet s'appuie sur les bases de données de la FNCUMA, des enquêtes de terrain et des analyses économétriques avancées. L'étude combine échelles micro (exploitations, CUMA) et macro (territoires, réseau fédératif). Les effets sont modélisés avec une approche multiniveau, permettant de mettre en lumière l'hétérogénéité des impacts selon les types de CUMA, leurs contextes d'ancrage et le soutien fédératif.

Résultats scientifiques clés

- Mise en évidence d'un effet mesurable des CUMA sur la réduction des pesticides
- Classification simultanée des CUMA et des territoires
- Rôle déterminant du capital social (confiance, diversité) dans l'adoption de matériels agroécologiques.
- Identification d'effets de débordement vers des agriculteurs non membres et d'effets de diffusion territoriaux
- Importance du rôle fédératif dans l'animation et la diffusion des innovations collectives.

Résultats opérationnels

- Développement d'outils économétriques multiniveaux pour mesurer l'effet des CUMA sur la demande de pesticides.
- Production d'indicateurs organisationnels (capital social, gouvernance fédérative) liés à la transition.
- Proposition d'une typologie des CUMA engagées dans la transition agroécologique comme outil d'aide à la décision
- Diffusion via articles, séminaires et supports professionnels adaptés.



Démonstration de l'utilisation d'une bineuse équipée avec des dents étrilles (source FNCUMA)

Perspectives

- Identifier les mécanismes multiples de décision liées à l'adhésion à une CUMA
- Etudier les leviers financiers et économiques pour accélérer l'investissement collectif en CUMA

Sorties du projet

Articles académiques

- Cornée, S., Rousselière, D., & Thelen, V. (2025). The environmental benefits of grassroots cooperatives in agriculture. *Ecological Economics*, 230, 108513.
- Diakitè, D., Tamini, L. D., Cornée, S., Caillault, S., & Rousselière, D. (2025). Factors affecting investments in environmental assets by agricultural machinery cooperatives (CUMAs): Evidence from France. *Agricultural Economics*, 56(2), 228-246.



Actions de transfert disponibles sur le site de la FNCUMA Podcast, Interventions Forum des fédérations, Articles de vulgarisation publiés dans Entraid' et les Cahiers du Développement Coopératif



Colloque sur les recherches participatives dans le cadre des Journées scientifiques de Nantes 2025 <http://bit.ly/46NeGiB>

Suites engagées

Comparaison du rôle des CUMA en comparaison avec le rôle des organisations de producteurs (programme FAST) <https://sites.google.com/view/ppr-fast-project/>

FILTER

Des filières territoriales vectrices de pratiques agroécologiques

Durée : 36 mois Coût total du projet: ~406 061 € dont subvention OFB : ~249 796 €

Consortium

Responsable scientifique :

Pascal Aubrée (Réseau CIVAM) pascal.aubree@civam.org

Partenaires : Réseau CIVAM (ALPAD-Landes, Agro'Île - Île de France, Occitanie, Poitou-Charentes) ; Commerce Equitable France, FNCUMA ; INRAE/Institut Agro Dijon (CESAER), Montpellier (UMR MOISA)

Filière territoriale

Chaîne de valeur

Répartition de la valeur

Gouvernance

Agroécologie

S'il n'y avait qu'une idée à retenir

La création de valeur ajoutée engendrée par les modes de gouvernance collective des filières territoriales constitue un levier majeur pour la transition agroécologique

Contexte & objectifs en lien avec Ecophyto

Produire, transformer et consommer l'alimentation sur un même territoire : c'est l'ambition de filières qui s'organisent entre agriculteurs·rices, entreprises de transformation, distribution et consommateur·rices. Le projet FILTER donne des clés de compréhension des filières territoriales agroécologiques et fournit des repères pour les accompagner.

Méthodologies

La problématique a été traitée en adoptant une démarche de **recherche participative** impliquant chercheurs, acteurs de terrain et de l'accompagnement de projets de filières territoriales. Ils ont été impliqués dans la co-construction du questionnement de recherche, les choix méthodologiques, la collecte et l'analyse des résultats. La méthodologie s'est appuyée sur des études de cas approfondies. L'analyse a été mobilisée à partir de la reconstitution des trajectoires des filières et des fermes engagées. La confrontation des résultats avec un panel élargi de filières a produit de la connaissance pour outiller et accompagner les porteurs d'initiatives de filière de l'émergence à la pérennisation.

Résultats scientifiques clés

- Les **gouvernances collectives** sont des leviers efficaces pour actionner une transition agroécologique mais exigeants en coordination
- La **création de valeur ajoutée** rend plus attractives les pratiques agroécologiques
- La **formalisation d'engagements** pérennise des modes de production agroécologiques : charte d'adhésion, contrats d'approvisionnement, cahiers des charges et labels
- L'**accompagnement** mobilise une **très large gamme de compétences** : animation de collectif d'acteurs, appui au changement de pratiques, références économiques et juridiques, développement commercial, ingénierie financière...

Résultats opérationnels

- Chaque filière a son originalité du fait de ses interactions locales spécifiques, il n'existe pas une seule manière de structurer des filières à l'échelle d'un territoire, les acteurs peuvent adopter des choix différents selon leurs contextes.
- Dans tous les cas, nous observons une dimension collective, tant du côté des producteurs et productrices que de leurs interactions avec les différents maillons des filières.
- Les collectifs se dotent de règles de fonctionnement, qui se formalisent au fur et à mesure de l'avancée des projets.



Filière Oléandres (40) — étudiée dans FILTER — Crédit photo Réseau Civam

Perspectives

Les accompagnateurs s'appuient sur diverses ressources (guides, formations...), et expriment des attentes sur la capitalisation de ressources mieux adaptées. Les besoins impliquent de mobiliser des **moyens humains et financiers déterminants pour assurer la pérennité des filières territoriales**.

Sorties du projet

- 1 Article académique majeur : KESSARI M., LEPICIER D., TANGUY C., (2024), Les démarches de filières territorialisées : une lecture par le « commoning », Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF), Territoires, Créativité et Innovation, Strasbourg, 26-28 juin 2024
- Un guide « Des filières territoriales créatrices de valeur et vectrices de pratiques agroécologiques - quelles conditions de réussite? »
- Un centre de ressources sur les filières territoriales
- Une page web : <https://www.civam.org/experimenter-sur-les-fermes/filter/>

Suites engagées

- Une formation « accompagner une filière territoriale vectrice de pratiques agroécologiques »
 - Un groupe d'échanges de pratiques pour l'accompagnement de filières territoriales agroécologiques
- Financements OFB, CASDAR

Consortium

Responsable scientifique :

Elisabeth Lambert (CNRS) elisabeth.lambert@cnrs.fr

Partenaires : Université de Strasbourg (UMR SAGE) ; Université d'Avignon ; IEP Grenoble ; ENSFEA ; LISST ; SAGE ; FNAB ; ANPP ; DRAAF ; CA Tarn et Garonne ; ADEIC-ULCC ; APRIFEL ; EPLFPA ; Chambre de consommation d'Alsace et du Grand Est ; CA Alsace ; Bio en Grand Est ; EuroMétropole de Strasbourg ; Réso'them Agronomie-Écophyto

S'il n'y avait qu'une idée à retenir

Le numérique est un outil pour accompagner et donner corps aux mesures et instruments de réduction des pesticides. Il n'en modifie ni l'esprit ni l'efficacité: c'est un accélérateur et non un moteur.

Dispositifs numériques

Labels

Usages

Informations sur les pesticides

Règlementation

Contexte & objectifs en lien avec Ecophyto

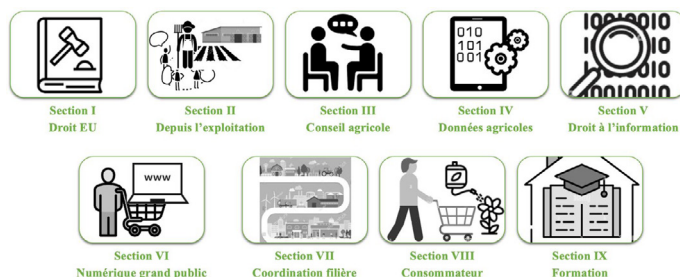
PHYT'INFO rend compte des enjeux relatifs aux déclinaisons numériques des labels et dispositifs d'information relatifs aux pesticides appliqués aux fruits et légumes d'Occitanie afin d'examiner leur contribution à la valorisation de pratiques plus durables et à la transmission d'informations fiables aux mangeurs.

Méthodologies

Analyse de la littérature en sociologie, agronomie, marketing, droit, science politique; Analyse des correspondances multiples des formats numériques ; analyses quantitatives par questionnaires auprès des producteurs et consommateurs ; Etude qualitative par entretiens semi-directifs avec toutes les parties prenantes ; Observation participante ; analyse textuelle en droits français et européen ; analyse des chartes riverains.

Résultats opérationnels

- Les dynamiques collectives horizontales (entre producteurs) favorisent l'innovation pour la réduction de pesticides; toutefois, les dynamiques collectives verticales (collaboration entre maillons des filières) sont déficientes, empêchant l'innovation organisationnelle.
- Un changement de paradigme concernant le rapport des consommateurs et des chaînes de valeur à l'information « pesticides » est nécessaire. L'information sur les pesticides prend différentes formes, plus ou moins crédibles et transformatives.
- L'information environnementale sur les pesticides comporte une obligation de transparence aux nombreuses vertus inexploitées.
- Une dimension holistique du conseil pourrait accompagner la transition agroécologique.



Légende : Représentation des 9 aires de cadrage et d'influence des technologies numériques sur l'information « pesticide » en société

Perspectives

Nouvelle thématique de recherche : Valoriser les fruits et légumes moches comme levier économique de financement de la réduction des pesticides

Sorties du projet

Toutes nos publications sont accessibles via notre site web :

<https://numali.unistra.fr/valorisation/publications/>

8 publications scientifiques : Retrouvez toutes nos publications (2 ouvrages, 1 chapitre d'ouvrage et 5 articles) sur la page dédiée de notre site internet.

- Lambert, E. & Smolinski, J. (2024) "Governing Consumer Information in the Digital Age: Lessons from a controversy between a food rating App and Processed Meat Manufacturers", [International Journal of Digital Law and Governance](#).
- Lambert E. & Chancé Q. (2025 — vol.24, n°3) « Le droit inopérant à l'information des riverains des épandages de produits phytosanitaires en France » VertigO

5 publications grand public : deux tribunes dans The Conversation et le journal Le Monde, et trois guides diffusés par l'ADÉIC

- Lambert, E., Quentin, C., Favro, K., « Pourquoi si peu de transparence concernant les pesticides ? », The Conversation, janvier 2025

3 rapports d'expertise via un comité scientifique (CESIAe) structuré à l'interface science-société pour éclairer les dessous des algorithmes de scoring environnemental

- Chance, Q., Benoît M., Bretagnolle V., Hemptinne J.L. & Terrieux A. (Avril 2025) "Green Claims Directive: Ensuring Methodological Plurality and Legal Consistency in the Green Claims Framework", CESIAe.

Suites engagées

ANR ASCOBRIC par Bertrandias, L. & al.

Consortiums

Responsable scientifique :

Benjamin Ouvrard (INRAE) benjamin.ouvrard@inrae.fr

Partenaires :

INRAE (UMR GAEL)

Acte Social

Engagement

Consommation

Distributeur

S'il n'y avait qu'une idée à retenir

Communiquer sur l'engagement des agriculteurs ou des distributeurs dans une démarche sans pesticides a le potentiel de pousser les consommateurs à se tourner vers des biens sans pesticides.

Contexte & objectifs en lien avec Ecophyto

La littérature économique montre que les consommateurs sont sensibles aux modes de production, notamment à l'usage des pesticides, enjeu central du plan Ecophyto 2+ visant à en réduire leur emploi tout en préservant la performance agricole. En France, deux tiers des citoyens soutiennent l'agriculture biologique (IFOP, 2023), confirmant l'importance de la demande dans la transition agroécologique.

Si le consentement à payer pour des biens durables a été largement étudié, la consommation comme acte social reste moins explorée. Nous entendons par acte social un acte pour lequel un individu (le consommateur dans notre cas) retire une utilité supplémentaire à consommer des biens qui sont offerts et/ou consommés par un groupe qui a des préférences proches des siennes.

Ce projet analyse comment les consommateurs valorisent l'engagement des agriculteurs et/ou des distributeurs à limiter l'utilisation de pesticides, et comment cela influence leurs choix. Plutôt que de s'appuyer sur des labels, coûteux et parfois inefficaces, nous testons l'impact d'un message simple portant sur cet engagement des acteurs.

Résultats opérationnels

- Communiquer sur l'engagement des agriculteurs ou des distributeurs peut inciter les consommateurs à se tourner vers des biens alimentaires nécessitant peu, ou pas, de pesticides.
- Les distributeurs ont un rôle important à jouer en tant qu'intermédiaires pour réduire l'asymétrie d'information concernant la présence de pesticides, en mettant en place des messages exprimant un engagement.
- Un préalable à la réussite de cette communication concerne la création d'un engagement commun autour des biens alimentaires sans pesticides.
- Il pourrait y avoir un intérêt à davantage communiquer sur l'efficacité de la démarche « sans résidus de pesticides » pour améliorer la qualité environnementale.
- Une hausse modérée des prix des fruits et des légumes pourrait être un levier supplémentaire pour financer la transition d'une industrie agro-alimentaire dans une démarche sans pesticides. La question de l'acceptabilité d'une telle démarche reste néanmoins à trancher.

Perspectives

Notre projet offre des perspectives intéressantes, tant d'un point de vue scientifique que pour les décideurs publics. En particulier, il pourrait être intéressant :

- De tester sur le terrain des messages portant sur l'engagement des acteurs (agriculteurs ou distributeurs) dans une filière sans pesticides auprès des consommateurs ;
- D'améliorer la perception des consommateurs concernant l'efficacité de la démarche sans pesticides sur l'environnement ;
- D'évaluer plus finement l'acceptabilité par les consommateurs d'une politique fléchée d'une hausse modérée du prix des fruits et des légumes pour accompagner les agriculteurs dans une démarche sans pesticides.

Sorties du projet

Accès au rapport grand public :



Méthodologies

Notre approche a reposé sur l'utilisation de différentes méthodologies complémentaires : la méthodologie expérimentale (deux expériences en laboratoire avec 432 et 270 étudiants), la modélisation théorique et la mise en place d'une enquête de terrain (auprès de 691 répondants).

Résultats scientifiques clés

- La distance sociale influence les décisions des individus.
- Toutefois, cette influence s'affaiblit face à une offre plus large d'options (de biens alimentaires par exemple).
- Des messages valorisant l'engagement des agriculteurs ou des distributeurs renforcent le soutien des consommateurs pour une agriculture sans pesticides.
- Ce soutien dépend également de la perception de l'efficacité environnementale de la démarche.
- Créer un sentiment d'appartenance pourrait permettre d'améliorer la coordination sur des choix collectifs favorables à la transition agro-écologique. En particulier, partager un engagement commun peut pousser deux individus à chercher à réduire la distance sociale les séparant.



Focus

Hypothèse

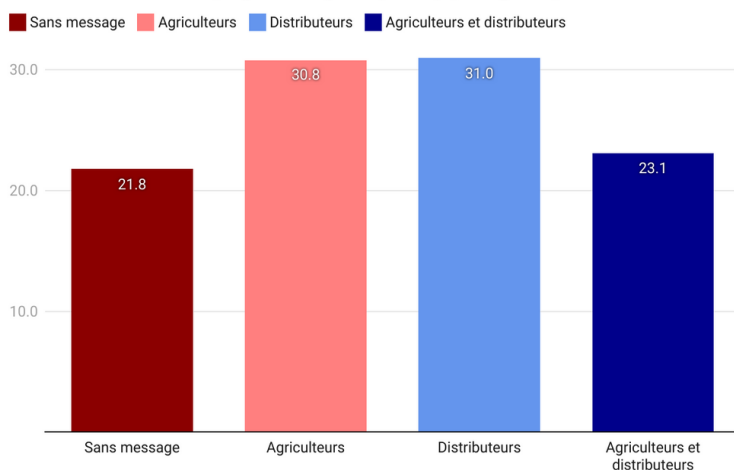
Le consentement à payer des consommateurs pour soutenir le développement d'une industrie agro-alimentaire « sans résidus de pesticides » dépend de leur distance sociale perçue avec les agriculteurs et les distributeurs.

Résultat clé

Les consommateurs exposés à un message mettant en avant l'engagement des agriculteurs ou des distributeurs dans une démarche sans résidus de pesticides déclarent un consentement à payer supérieur d'environ 9 € par rapport à ceux n'ayant reçu aucun message, afin de soutenir le développement d'une filière agro-alimentaire sans pesticides.

Explications du schéma

Consentement à payer moyen (en €) par groupe



Created with Datawrapper

Ce graphique présente le consentement à payer moyen (déclaré) des consommateurs pour soutenir le développement d'une filière agro-alimentaire sans résidus de pesticides (paiement unique exceptionnel).

L'échantillon est composé de 691 consommateurs français interrogés en ligne en novembre 2024, répartis aléatoirement dans l'un des quatre groupes suivants : i) groupe *Sans message* ; ii) groupe *Agriculteurs* (message mettant en avant l'engagement des agriculteurs dans une démarche sans pesticides) ; iii) groupe *Distributeurs* (message mettant en avant l'engagement des distributeurs dans une démarche sans pesticides) ; et iv) groupe *Agriculteurs et Distributeurs* (message mettant en avant l'engagement conjoint des deux acteurs dans une démarche sans pesticides).

Dans le groupe *Sans message*, le consentement à payer moyen s'élève à 21,8 €, contre 30,8€ dans le groupe *Agriculteurs* et 31€ dans le groupe *Distributeurs*.

Ce graphique est extrait du rapport à destination du grand public Baqili et Ouvrard (2025).

Intérêt pour la réduction de l'usage et des impacts des produits phytopharmaceutiques

Communiquer sur l'engagement des agriculteurs ou des distributeurs aurait le potentiel d'attirer les consommateurs vers des biens sans pesticides. Ce type de messages, construit sur l'engagement des acteurs, se distingue des labels qui communiquent sur la qualité des biens (le « sans pesticides » dans notre cas) et qui nécessitent une certification.

ARRUP VICO

Assurabilité des Risques liés à la Réduction des Usages Phytosanitaires sur Vigne et Colza

Durée : 30 mois Coût total du projet: ~ 1 135 890,90 € dont subvention OFB : ~ 634 015,18 €

Consortium

Responsable scientifique :

Marc Raynal (IFV) marc.raynal@vignevin.com

Partenaires :

Decid & Risk (D&R) ; Université de Bordeaux (BSE) ; INRAE (UMR SAVE, UMR MIA, UR ETTIS) ; ACTA ; Terres Inovia (TI)

Assurance

Réduction phytosanitaires

Vigne

Colza

S'il n'y avait qu'une idée à retenir

La transition agroécologique est difficilement assurable mais sécuriser ces démarches reste indispensable : ce risque généré par l'injonction sociétale doit être partagé. Des solutions innovantes sont possibles!

Contexte & objectifs en lien avec Ecophyto

Depuis la 2e moitié du 20e siècle, l'agriculture s'est reconstruite autour de la phytopharmacie : limiter le recours aux produits phytosanitaires représente un risque important de perte de récolte, voire une menace sur la viabilité économique et la pérennité de nombreuses exploitations agricoles. Le projet vise à définir les modalités d'assurance à même de les sécuriser et de mieux partager le risque.

Méthodologies

L'objectif intègre l'analyse de différents cadres :

- identifier les évolutions nécessaires, décrire les dispositifs de couverture du risque envisageables,
- modéliser le risque épidémique et statistique de l'occurrence et gravité des attaques : optimiser les décisions de traitement et les équilibres risques-prévention-indemnisation,
- Définir des prototypes assurantiels en vigne et en colza, formes incitatives de sécurisation favorables aux pratiques économes en intrants,
- pour rédiger in fine un cadre de recommandations relatives aux évolutions réglementaires nécessaires.

Résultats opérationnels et scientifiques clés

- L'assurance Récolte ne couvre pas les risques sanitaires et bloque le déploiement de nouvelles solutions
- Les Mesures Agro-Environnementales et Climatiques et les Paiements pour Services Environnementaux sont des aides financières non pérennes et géographiquement limitées et peu à même de couvrir des pertes exceptionnelles ce qui ne favorise guère la mutation des systèmes de production
- 60% des viticulteurs interrogés sont favorables à l'assurance des pertes sanitaires sur les récoltes
- De nouvelles approches de modélisation permettent d'évaluer les risques de transition avec peu de données
- Selon les prototypes étudiés, des conduites économes en traitements apparaissent proche de l'équilibre économique sous réserve d'un accompagnement technique et financier qui restent indispensables
- Le report d'un traitement n'est pas un aléa, mais une prise de risque volontaire : l'assureur a donc du mal à couvrir ce risque de transition agroécologique

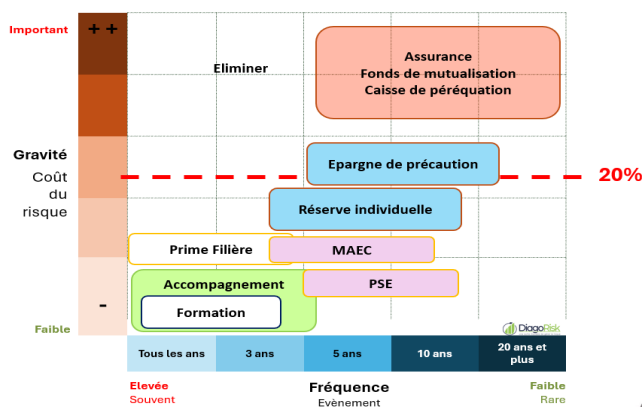


Schéma : Combiner les solutions financières pour couvrir différents types de risque

Perspectives

Au terme du projet, il nous semble nécessaire de :

- assurer la viabilité économique des exploitations agricoles qui s'engagent dans la réduction des usages phytosanitaires
- proposer et de soutenir financièrement des dispositifs de sécurisation, combinant différents leviers (formation, conseil, MAEC, PSE, Epargne Climatique et Sanitaire, Couverture des pertes exceptionnelles)
- structurer la R&D sur la sécurisation des nouvelles pratiques agroécologiques pour faciliter l'expérimentation de stratégies innovantes et compléter la politique actuelle de gestion des risques

Sorties du projet

- 6 publications scientifiques déposées ou en cours dans des revues économiques (3) et agronomiques (3).
- 2 séminaires nationaux (mars 2024 et 2025) et un workshop international (sept. 2025) ont été organisés, filmés et enregistrés sur ces sujets dans le cadre du projet.
- L'ensemble de ces éléments est librement accessible sur le site de l'UMT SEVEN
- <https://umt-seven.hub.inrae.fr/>

Suites engagées

Poursuite envisagée :

- montage en cours du projet PACTAE, dans le cadre de l'appel à projet PRAAM
- Création d'un Réseau Mixte Technologique « Sécurisation » pour maintenir la cohésion actuelle de la communauté des acteurs

| 16

Présentations des intervenant·e·s



Pascal AUBREE

Coordinateur alimentation et dynamiques territoriales
Réseau Civam

Ingénieur spécialité «Agriculture et territoires». Coordinateur de projet à Réseau Civam sur la thématique alimentation et dynamiques territoriales depuis 2019. Auparavant coordinateur de la Fédération régionale des Civam de Bretagne. Compétences : animation de réseau, structuration de partenariats, pilotage de projets de recherche action. Domaines d'action : alimentation, transition agroécologique, coopérations territoriales.



Luc BOUCHER

CEO
DiagoRisk

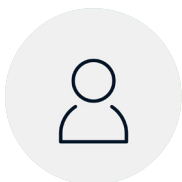
Sécuriser les transitions climatiques et agroécologiques est la mission de DiagoRisk, co-fondé par Luc BOUCHER en 2020. Son ambition est de doter chaque acteur agri-agro d'une juste évaluation de ses risques, aujourd'hui, en 2035, en 2050, ou encore face aux changements de pratiques. DiagoRisk développe des outils de modélisation et de simulation pour identifier des solutions les plus efficaces et proposer des stratégies de transitions sécurisées.



Quentin CHANCÉ

Chercheur
Université de Montpellier

Quentin Chancé est docteur en sociologie. Ses recherches portent sur les dynamiques d'innovation dans les filières agricoles et alimentaires ainsi que sur la gouvernance environnementale. Il analyse en particulier la manière dont différentes formes d'expertise, notamment scientifiques, sont mobilisées et débattues dans les processus de décision relatifs aux transitions agricoles et écologiques.



Élisabeth LAMBERT

Directrice de recherche
CNRS

Directrice de recherche au CNRS, Elisabeth Lambert s'est spécialisée sur les questions d'accès à la justice européenne et les possibilités pour les requérants victimes d'obtenir réparation des préjudices subis. Depuis quelques années, ses objets d'étude se sont élargis aux enjeux de santé environnementale (dont les pesticides), de droit à un environnement sain et à une planète habitable, de droit à une alimentation saine et durable. Pour ce faire, elle mobilise la méthode des socio-legal studies et du droit comparé.



Aude LUNEAU

Chargée de mission agriculture et alimentation et coordinatrice du PAT de la Plaine aux Plateaux

Association Terre & Cité

Au sein de l'association Terre & Cité, Aude Luneau coordonne le Projet Alimentaire Territorial « De la Plaine aux Plateaux », un projet collectif reliant les collectivités, les associations territoriales, les acteurs agricoles, économiques et citoyens pour renforcer les filières locales, valoriser les productions du territoire et promouvoir une alimentation durable et de proximité.



Quentin MATHIEU

Responsable Entreprise et Consommation

Agridées

Responsable Entreprise et Prospective économique au Think-Tank Agridées,
Ancien conseiller alimentation du ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire Marc Fesneau et de la ministre déléguée Agnès Pannier Runacher,
Economiste agricole de formation, ancien chargé de mission auprès du service études, références et perspectives des Chambres d'Agriculture France et responsable des études économiques à La Coopération Agricole,
Enseignant et formateur en économie agricole dans plusieurs écoles d'ingénieurs agronomes et Masters



Benjamin OUVRARD

Chargé de recherche

INRAE (GAEL)

Chargé de recherche INRAE en économie, rattaché au Laboratoire d'Économie Appliquée de Grenoble (GAEL) depuis 2021. Ses thématiques de recherche portent sur l'économie agricole, l'économie comportementale et l'économie de l'environnement. Dans ses travaux, il utilise essentiellement la méthodologie expérimentale (en laboratoire ou en ligne).

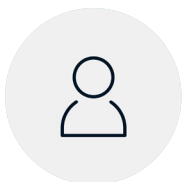


Marc RAYNAL

Ingénieur

IFV

Ingénieur à l'IFV Bordeaux depuis 1993, expert en outils de prévision épidémique et diagnostic de pulvérisation. Développeur d'Optidose®, SIG Epicure, PulvéTop et PTO®. Animateur (2017-2024) de l'UMT SEVEN, à l'origine des projets VISA, APREM/ARRUPVICO et PROFIL.



Damien ROUSSELIÈRE

Professeur

Institut Agro Rennes Angers

Professeur à l'Institut Agro Rennes-Angers

Directeur Adjoint de l'Unité de recherche UMR SMART

Professeur associé à l'Université du Québec à Montréal

Recherche en économie appliquée aux coopératives

Co-éditeur du Modern Guide to The Social and Solidarity Economy (Editions Edward Elgar à paraître en janvier 2026).



Ariane SANS

Chargée d'études agriculture

Agence de l'eau Seine Normandie(AESN)

Diplômée d'AgroParisTech - ingénieure agronome et titulaire d'un M2 en économie de l'environnement et du développement durable – Ariane Sans a notamment travaillé sur les questions de politiques agro-environnementales européennes. Elle est actuellement chargée d'études agriculture à l'agence de l'eau Seine-Normandie, en charge du pilotage de l'intervention de l'agence sur les sujets agricoles.



Muriel VALANTIN MORISON

Directrice de recherche

INRAE

Chercheuse à INRAE depuis 25 ans, Muriel Valantin Morison travaille à la conception de systèmes économes en pesticides en grandes cultures. D'abord à l'échelle de la parcelle, en lien étroit avec les agriculteurs eux mêmes, elle a mené des travaux sur les régulations biologiques des insectes du colza, sur les mélanges d'espèces jusqu'en 2018. Depuis 2019, elle coordonne un projet prioritaire de recherche «produire et cultiver autrement» qui se nomme *Be creative* et qui vise à co-concevoir avec les acteurs agricoles de toute la filière, des territoires sans pesticides.



Merci

Ce document a été réalisé par l'équipe d'animation Ecophyto R&I,
grâce à la mobilisation des équipes projets !

Retrouvez
Ecophyto Recherche & Innovation



animation-ecophyto@inrae.fr



[EcophytoPIC](#)

Financé dans le cadre
de la stratégie **écophyto**

